

JEAN-MICHEL BAYLET

# L'audace à gauche

30 propositions  
pour la France

ÉDITIONS  
**Privat**





# L'Audace à gauche

30 propositions  
pour la France

© Éditions Privat, 2011  
10, rue des Arts – BP 38028  
31080 Toulouse Cedex 6  
ISBN : 978-2-7089-4443-5  
Dépôt légal : septembre 2011

JEAN-MICHEL BAYLET

# L'Audace à gauche

30 propositions  
pour la France

ÉDITIONS  
**Privat**



# SOMMAIRE

**Préface** / Le projet radical – Une alternative à gauche • 11

## **I. Faire face à la crise européenne et mondiale • 19**

- Construire une politique économique commune de la zone euro • 21
- L'Europe fédérale qui protège • 24
- Une taxation de 1 % des transactions financières sur les dettes souveraines • 26
- Encadrer la spéculation et réglementer les activités financières aux niveaux national et européen • 28

## **II. L'Union républicaine au service du redressement national • 31**

- Convoquer une conférence nationale dès l'été 2012 pour définir un plan de relance de la croissance et d'assainissement des finances publiques • 33
- Création d'un impôt personnel, unique et progressif par la fusion de l'impôt sur le revenu, de la CSG et des cotisations sociales salariées • 34

- Création d'un impôt progressif sur les sociétés • 36
- Élargissement de l'assiette des charges sociales payées par les employeurs • 37
- Refonte des niches fiscales et sociales • 38
- Majorations exceptionnelles de l'impôt sur le revenu et la CSG pour les plus fortunés • 39

### **III. Une économie compétitive pour créer des emplois et maîtriser la mondialisation • 41**

- Réformer le marché des biens pour lutter contre l'inflation des produits de base • 43
- Développer une agriculture durable pour contrebalancer la libéralisation des marchés agricoles • 45
- Reprendre en main la politique énergétique de la France et engager la transition vers les énergies vertes grâce à la création d'un pôle public de l'énergie • 50
- Redéfinir le crédit d'impôt recherche pour financer des pôles mondiaux de recherche et d'innovation • 52
- Soutenir la croissance des PME en leur réservant une part de la commande publique et du crédit bancaire • 54
- Redéployer des exonérations sociales en direction de l'emploi des jeunes et de leur insertion dans l'entreprise • 56



## Sommaire

- Poser les bases d'une économie sociale et d'un nouveau modèle de croissance • 57

### **IV. Garantir l'égalité républicaine entre les hommes et les territoires • 61**

- Un plan de modernisation des services publics de proximité assorti d'un moratoire sur la fermeture des services publics locaux • 62
- Refonder l'école au service de l'intégration républicaine • 66
- Lutter contre la précarité des jeunes par l'extension du RSA à tous les moins de 25 ans qui poursuivent des études • 69
- Rendre effectif le droit au logement et développer la mixité sociale • 70
- Corriger les injustices de la réforme des retraites • 72
- Lutter contre la précarité des 800 000 contractuels de la fonction publique par un véritable plan de titularisation • 75

### **V. Fonder les nouvelles libertés républicaines • 77**

- La VI<sup>e</sup> République plus que jamais • 78
- Refonder l'expression populaire par la reconnaissance du vote blanc et l'extension du droit de vote local aux étrangers • 80

## L'Audace à gauche

- Un acte III de la décentralisation pour garantir les libertés locales et clarifier les compétences des collectivités • 81
- Inscrire dans la loi les nouvelles libertés individuelles : droit à mourir dans la dignité, égalité des droits pour les conjoints • 83
- Organiser les nouvelles libertés de l'Internet • 85
- La justice pour les immigrés • 86
- Le droit à la sécurité et à la justice pour tous • 88

## **Postface • 91**

## **PRÉFACE**

### **Le projet radical Une alternative à gauche**

Pour gagner en 2012, la gauche devra proposer aux Français un programme qui réponde à la gravité de la situation et à leur profonde aspiration à la justice et au changement.

La crise est aujourd'hui globale, et les Français attendent des réponses fortes et crédibles sur la moralisation de l'économie, l'invention d'une nouvelle croissance, l'assainissement des finances publiques, la protection des salariés et de leur pouvoir d'achat, le maintien de notre cohésion sociale, la sauvegarde des grands équilibres naturels et surtout la transition vers un nouveau modèle de développement, juste et durable.

Pour la gauche, la mission s'annonce difficile, car la bataille des idées est loin d'être gagnée.

Certes, la crise actuelle a mis fin au mythe d'une économie libérale autorégulée. Certes, l'UMP a échoué à réformer la France

## L'Audace à gauche

et s'est laissé engluer dans une politique clientéliste et inégalitaire sans ordre et sans cohérence.

Mais l'échec de la majorité et l'essoufflement idéologique de la droite ne garantiront pas, demain, la victoire de la gauche. Ils ne nous dispensent pas de penser la transformation de l'économie et de la société.

Cet effort est encore aujourd'hui largement inachevé et notre conviction est que l'opposition n'a pas encore trouvé son programme.

N'ayons pas peur de le dire : trop souvent, la gauche est apparue comme une force conservatrice et gestionnaire du système, prisonnière de réflexes idéologiques dépassés et incapable de proposer une alternative crédible au pays. Cette absence de remise en cause, ce manque d'audace, ont été au cœur de ses échecs successifs aux présidentielles de 1995, 2002 et 2007.

Face aux bouleversements actuels, nous ne pouvons plus nous contenter de vieux réflexes et de remèdes éculés, devenus inefficaces. Il faut inventer de nouvelles régulations, de nouvelles solidarités. En d'autres termes, il s'agit de sortir des sentiers battus, de prendre à bras-le-corps les problèmes de notre temps et surtout d'innover.

Ce défi sera d'autant plus redoutable en 2012 que la crise est devenue mondiale et que les responsables politiques, qu'ils

## Préface

soient de gauche ou de droite, ont été incapables de l'anticiper, comme ils semblent aujourd'hui impuissants à lui trouver des réponses durables.

Le monde change à une vitesse stupéfiante. La crise que nous traversons prend chaque jour des formes nouvelles. Il faut en tenir compte et inventer des solutions efficaces et crédibles face aux problèmes contemporains.

C'est la raison d'être de la participation des radicaux de gauche à la primaire citoyenne.

Notre parti a souvent servi de laboratoire d'idées à la gauche. Libres de tout passif idéologique mais porteurs du grand héritage républicain, humaniste et laïc, nous avons été les premiers à proposer l'organisation de la primaire ouverte, les premiers à proposer la VI<sup>e</sup> République, les premiers à défendre la justice fiscale par la création d'un grand impôt progressif et les premiers à mettre la régulation financière et l'économie sociale au cœur de notre projet.

Les radicaux sont depuis longtemps à l'avant-garde pour la défense des libertés publiques et sur les questions de société comme l'égalité des droits pour les conjoints ou le droit de mourir librement dans la dignité.

Aujourd'hui encore, la spécificité du projet radical reste entière. Elle s'appuie sur une analyse lucide et réaliste de la crise

## L'Audace à gauche

et de la société, soucieuse de tirer toutes les conséquences des grandes évolutions de ces dernières années.

La première de nos convictions est que les États paient aujourd'hui le prix de leurs propres renoncements face aux pouvoirs économiques et aux marchés financiers.

La crise actuelle est avant tout une crise politique, qui traduit l'absence de gouvernement économique européen et de régulation des marchés.

Là sont les deux principaux chantiers pour lesquels la gauche devra apporter des réponses ambitieuses et sur lesquels, pourtant, sa voix est encore trop timide. Après des années d'enlèvement du projet européen et d'abandon du politique, notre conviction est que seule la relance du projet d'Europe fédérale permettra de sauver le continent de la crise et de peser face aux dérives de la financiarisation.

Nous considérons que la mondialisation est une réalité à laquelle il est absurde de croire que la France pourra se soustraire par un retour au protectionnisme. L'économie est aujourd'hui ouverte, et c'est dans ce cadre mais plus fortement régulé que nous devons développer nos propositions. L'erreur de s'enfermer dans une attitude défensive voire conservatrice serait fatale.

On ne peut plus se permettre de n'envisager l'avenir que par des dépenses nouvelles, qui justifieraient des impôts nouveaux.

## Préface

Ce choix nous condamnerait à l'inefficacité et à l'échec face aux grandes réalités de la société contemporaine. Contre cette tentation, il importe aujourd'hui de comprendre que la France a surtout besoin de réformes structurelles.

Le véritable enjeu pour la France n'est pas d'augmenter les budgets publics mais de réformer les structures mêmes de notre économie pour préparer l'émergence d'un nouveau modèle de développement, fondé sur une croissance économique socialement juste et respectueuse de l'environnement.

Ce constat vaut également pour le fonctionnement de notre modèle social, qui est aujourd'hui miné par les inégalités et les conséquences de longues années de renoncement et de clientélisme. Notre système de redistribution, notre protection sociale et nos services publics se sont dégradés et ont été privés des moyens de lutter contre l'éclatement de la société et le retour des privilèges de la naissance et de l'argent.

L'égalité, qui était une promesse, est devenue un mythe, et cet échec est au cœur du mal de vivre collectif et de la défiance qui dominent aujourd'hui l'opinion.

Le désenchantement des Français se nourrit d'inégalités massives devant l'impôt et dans l'accès aux grands services publics que sont notamment la santé et l'éducation. La généralisation accélérée des niches fiscales et sociales détruit notre

## L'Audace à gauche

système et permet largement aux ménages aisés et à quelques grandes entreprises de s'exonérer d'un effort d'équité et de redistribution qui retombe lourdement sur les classes moyennes et les PME.

Ces inégalités sont le cancer de notre modèle social et nous avons le devoir d'être beaucoup plus audacieux dans la volonté de refonder l'égalité républicaine et de défendre la justice sous toutes ses formes. Cette refondation est la condition de la pérennité de notre modèle social.

Enfin, nous pensons que les dirigeants doivent s'ouvrir sur les évolutions de la société. La France a soif de libertés nouvelles et souffre de voir les grandes libertés publiques que lui a léguées la République constamment attaquées par l'aile la plus réactionnaire de la classe politique française.

La gauche ne peut se permettre de rester silencieuse comme elle l'est aujourd'hui sur la question des institutions et de l'hyperprésidentialisation du régime. Elle ne peut se permettre des réponses inachevées en matière de décentralisation et de libertés locales. Surtout, elle ne peut plus rester sourde aux aspirations d'une société nouvelle et ouverte où les Français veulent pouvoir choisir leur vie.

Là sont les grands défis des radicaux pour cette campagne. Là sont nos priorités et notre différence face à une gauche dont



## Préface

les Français attendent qu'elle montre sa volonté de réforme et sa capacité d'audace et de rénovation.

Au cœur de toutes nos propositions, il y a la République, qui est à la fois notre héritage le plus précieux et la plus grande promesse d'émancipation que la France ait portée dans son histoire. Elle a éclairé tous les grands combats pour le progrès et reste l'horizon de notre projet pour la France.

C'est dans cet esprit que nous nous engageons à défendre tout au long du prochain mandat les trente propositions qui suivent et qui sont, à nos yeux, la condition du changement et du succès.

**Jean-Michel Baylet,**  
président du Parti radical de gauche,  
candidat à la primaire citoyenne



## **I. FAIRE FACE À LA CRISE EUROPÉENNE ET MONDIALE**

L'urgence politique nous est dictée par l'actualité : il faut d'abord faire face à la crise de la zone euro.

**La croissance économique ralentit. Les marchés perdent confiance. Les attaques spéculatives sur la dette se multiplient et laissent présager d'un choc prochain sur les taux d'intérêt. D'ici quelques mois, les États, parce qu'ils auront perdu la confiance des créanciers, seront contraints de se financer à des taux d'intérêt beaucoup plus élevés qu'aujourd'hui, ce qui pèsera nécessairement sur les budgets publics, dont 20 % en moyenne sont déjà consacrés aux intérêts de la dette.**

Face à cette débâcle annoncée, nos responsables politiques rivalisent de solutions technocratiques,

**sans s'apercevoir que ce qui est en cause aujourd'hui n'est pas tant la santé financière de la France ou de l'Allemagne, mais la capacité politique de l'Europe à contrôler ses politiques budgétaires et affronter la pression des marchés financiers.**

**Ce qui inquiète les investisseurs, c'est de constater qu'il n'y a plus de pilote dans l'avion : l'Europe est désarmée, impuissante et elle n'opposera aucune résistance à un engrenage économique et financier qui risque de la détruire.**

**Il est temps d'ouvrir les yeux : cette crise n'est pas seulement une crise financière. Elle est avant tout une crise économique et de gouvernance, qui traduit l'absence de politique économique au niveau communautaire et l'absence de régulation des marchés.**

Des mesures financières ont été prises, mais la vraie réponse sera avant tout politique : c'est la lutte pour un nouvel ordre économique mondial et pour l'Europe fédérale, que le PRG est aujourd'hui le seul parti à défendre.

Cette politique n'est pas populaire. Elle heurte à la fois les dogmes de l'économie libérale et le chauvinisme des opinions publiques. Elle est pourtant notre seule chance de salut. Ce n'est ni une chimère ni un slogan, mais une nécessité vitale.

- **CONSTRUIRE UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE COMMUNE DE LA ZONE EURO**

**Chacun le sent bien : la réponse à la crise ne passera pas par un accord financier provisoire ni des plans d'austérité nationaux, mais par une solidarité institutionnelle, un encadrement communautaire des budgets nationaux et des politiques de relance cohérentes menées au niveau européen.**

Nous avons fait l'euro, mais nous n'avons pas su nous doter de la politique économique commune qui en était le corollaire indispensable. Par refus de céder la moindre parcelle de souveraineté, nous avons laissé se développer une politique monétaire indépendante gérée par la Banque centrale européenne et vingt-sept politiques budgétaires incohérentes, où chacun a voulu profiter de la stabilité de l'euro pour s'exonérer de la nécessité de contrôler ses dépenses.

**Cette dispersion du pouvoir économique en Europe est le péché originel de la zone euro. Elle est la principale faille dans laquelle s'engouffrent aujourd'hui les spéculateurs.** Et tant que nous n'aurons pas réglé la question de la construction d'une véritable politique économique au niveau européen, nous continuerons de subir la pression

des marchés financiers et les conséquences de la stagnation économique actuelle.

**Il ne nous reste que peu de temps pour tirer les conséquences de la véritable nature de cette crise : il faut montrer que l'Europe est prête à engager des discussions pour se doter rapidement d'une politique économique dynamique, lui permettant d'agir à la fois sur les politiques budgétaires des États, ce qui suppose une intégration plus poussée, et sur la politique monétaire de la zone euro, ce qui suppose de créer des mécanismes de coordination avec la Banque centrale européenne et de remettre en cause son indépendance vis-à-vis des politiques économiques, aujourd'hui totale.**

Les radicaux de gauche proposent de doter l'Europe de moyens économiques renforcés, ce qui peut se traduire à court terme par :

- la mise en place d'un gouvernement économique européen permettant aux institutions de discuter préalablement les budgets des États et de reprendre la main sur la politique monétaire de la Banque centrale européenne ;
- la possibilité pour l'Union de lever des emprunts obligataires et pour la Banque centrale européenne de racheter les dettes souveraines des États confrontés à la crise ;

## Faire face à la crise européenne et mondiale

– une augmentation du budget communautaire permettant des politiques de relance au niveau européen (comportant la conduite de grands travaux réduisant les déséquilibres entre régions et des politiques communes dans le domaine de la recherche) ;

– la création d'un fonds de développement et d'investissement émettant des obligations européennes convertibles, soutenant les entreprises les plus innovantes dans les secteurs les plus créateurs d'emplois et les plus respectueux de l'environnement ; nous proposons une première tranche de 50 milliards d'euros, soit la moitié du plan d'aide au Portugal ;

– une harmonisation de l'assiette de l'impôt sur les sociétés afin de limiter la concurrence fiscale entre les pays européens, qui est à l'origine de 80 % des délocalisations industrielles en France ;

– une taxation des transactions financières sur les dettes souveraines à l'échelle du continent ;

– la création d'une agence publique de notation européenne. Cette agence sera indépendante et dotée d'une expertise financière. Elle assurera également la promotion d'un nouveau modèle de croissance grâce à des indicateurs de développement prenant en compte des critères économiques, sociaux et environnementaux : il faut habituer les

esprits à l'idée qu'un modèle de société se mesure d'abord au bien-être qu'il procure à ses habitants.

- L'EUROPE FÉDÉRALE QUI PROTÈGE

Il faut franchir une nouvelle étape. Le réarmement économique de l'Europe devra nécessairement conduire à poser la question de l'Europe fédérale, conséquence logique et naturelle de soixante ans de construction européenne.

Notre position a toujours été claire : héritiers des pères fondateurs de l'Europe, nous pensons que la refonte des traités et la construction d'une véritable fédération européenne sont la seule solution pour maîtriser la mondialisation et recommencer à peser dans le monde.

Il faut cesser d'être un simple espace de dérégulation et de mise en concurrence et s'affirmer comme une puissance politique qui défend des valeurs partagées et un modèle social différent. Nous voulons une Europe qui protège les droits des citoyens et contribue à l'émergence d'un monde multipolaire, rééquilibrant l'« hyperpuissance américaine » et engageant un dialogue avec les nouvelles puissances planétaires.

Cela suppose de lui redonner un projet politique, de la doter de pouvoirs nouveaux et de démocratiser ses institutions.



Notre objectif est bien :

– un véritable gouvernement fédéral, responsable devant le Parlement européen. Le modèle de la Commission européenne a vécu et doit laisser place à un véritable gouvernement politique, désigné et soutenu par une majorité au Parlement européen et au Conseil. C'est une question de démocratie : il n'est plus possible de continuer à transférer toujours plus de pouvoirs aux institutions communautaires sans les soumettre à une responsabilité renforcée devant le Parlement européen ;

– un budget communautaire, lui-même alimenté par un impôt européen. Des transferts de ressources et de compétences nationales seront négociés afin que cet impôt ne serve pas aux dépenses de fonctionnement mais à des investissements d'avenir. L'enjeu est en effet de montrer aux peuples européens que l'Europe est une force qui prépare l'avenir et qui soutient la croissance.

Le combat s'annonce difficile parce que, depuis trop longtemps, les dirigeants politiques refusent d'afficher ouvertement la volonté de construire l'Europe fédérale. Cela suppose de renégocier les traités. C'est un chemin semé d'embûches, mais nous devons avoir le courage d'affronter les réticences et les incompréhensions de l'opinion, et d'afficher clairement

nos objectifs. Européen convaincu, je n'oublie pas que le premier poste ministériel que François Mitterrand m'a confié a été celui de secrétaire d'État aux Affaires étrangères en 1984, au moment des négociations pour l'Acte unique avec Jacques Delors et Helmut Kohl.

- **UNE TAXATION DE 1 % DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES SUR LES DETTES SOUVERAINES**

**À court terme, nous n'échapperons pas à un nouveau cycle de régulation financière des marchés et d'encadrement de la spéculation. Après des années de renoncement politique, de dérégulation et d'abandon par les banques de toute règle prudentielle, des mesures fortes devront être prises au niveau européen comme au niveau national.**

Toutefois, nous estimons que la taxation générale des transactions financières – la fameuse « taxe Tobin » – n'est pas près de voir le jour. Elle suppose en effet que tous les pays s'entendent sur son application, faute de quoi les transactions financières migreront vers les paradis fiscaux et autres marchés dérégulés.

C'est pourquoi, parmi les premières mesures de réarmement économique de l'Europe, nous proposons plutôt une taxation

## Faire face à la crise européenne et mondiale

sur les transactions financières sur les dettes souveraines au niveau européen.

L'Europe est en effet dans une situation où une poignée de financiers n'attend qu'une chose : spéculer contre les États pour gagner de l'argent sur le dos des peuples.

Cette situation est un paradoxe total quand on pense que ce sont les États qui ont sauvé les marchés financiers lors de la crise des *subprimes*, et qu'aujourd'hui ce sont les marchés financiers qui s'attaquent aux États parce qu'ils se sont endettés pour soutenir l'économie. Il faut arrêter ce jeu malsain et taxer ceux qui spéculent sur les dettes souveraines européennes.

L'enjeu est de restituer aux États les profits réalisés par les banques sur les taux d'intérêts de la dette publique. Cette dette se négocie chez nous, sur les marchés européens, et il ne dépend que de l'Europe de décider de reprendre les choses en mains.

Cette taxation de 1 % portera sur chaque vente de titre obligataire d'État et permettra de ralentir la spéculation en incitant les créanciers à conserver leurs titres plutôt qu'à spéculer sans limite. Elle permettra également de restituer aux peuples les profits réalisés par les banques sur les taux d'intérêts de la dette publique. La banque et l'assurance assumeront ainsi leur part de responsabilités dans le sauvetage de la Grèce.

- **ENCADRER LA SPÉCULATION ET RÉGLEMENTER LES ACTIVITÉS FINANCIÈRES AUX NIVEAUX NATIONAL ET EUROPÉEN**

La crise mondiale a une cause principale : les dérives non contrôlées de la spéculation et l'absence de régulation des activités financières. Les gouvernements n'ont pas tiré les leçons de la crise boursière de 2008 et paient chaque jour les conséquences de cette erreur fondamentale.

Face à ces dérives, la régulation financière reste embryonnaire et inopérante, que ce soit au niveau mondial ou au niveau national. Elle n'oppose aucune résistance à des spéculateurs qui règnent sans partage sur une économie virtuelle dont il revient toujours aux États de payer les dérives.

Si nous voulons que le système reste viable, nous n'échapperons pas à un encadrement des activités spéculatives les plus risquées. Le PRG considère que la régulation financière est aujourd'hui la principale voie de réarmement du politique face aux marchés.

Certes, cela suppose de trouver un consensus international dans le cadre d'un nouvel ordre économique mondial, et les radicaux défendent depuis longtemps l'idée d'un nouveau « Bretton Woods » et d'une gouvernance mondiale.

Mais il importe également que la France et l'Europe prennent les devants et montrent qu'une régulation et un encadrement légal de la spéculation sont possibles. Les États ont créé puis dérégulé les marchés. Il leur revient aujourd'hui d'imposer à nouveau des règles de fonctionnement plus transparentes et plus sécurisées.

Les radicaux de gauche proposent que la première mesure adoptée par la gauche à l'été 2012 soit d'inscrire dans la loi les règles prudentielles que les banques ont progressivement abandonnées au cours des dernières années :

- séparation des banques de dépôt et des activités d'investissement spéculatif, afin que les épargnants et les ménages n'aient pas à payer les pertes essuyées par les banques dans leurs activités spéculatives ;
- interdiction des ventes à découvert sur les marchés boursiers, qui sont à l'origine des principaux krachs boursiers, et réaffirmation du principe selon lequel toute transaction financière devrait avoir une contrepartie réelle ;
- relèvement des règles de fonds propres pour les banques qui se livrent à des opérations sur des produits financiers risqués ;
- interdiction de la spéculation sur les produits alimentaires et les matières premières agricoles.

## L'Audace à gauche

L'enjeu est également de négocier au niveau européen afin que ces règles soient reprises dans les autres États. Il faudra aussi proposer la création d'une autorité européenne des marchés financiers chargée de contrôler la transparence des transactions, de contrôler l'activité des agences de notation et d'aider au développement des régulations européennes et nationales.

## **II. L'UNION RÉPUBLICAINE AU SERVICE DU REDRESSEMENT NATIONAL**

Pour faire face à la crise financière et redresser l'économie nationale, des mesures fortes devront être prises dès le début du prochain mandat.

Les radicaux de gauche ne croient pas au succès d'une solution partisane pour mener des réformes de grande ampleur dans un moment aussi grave de notre histoire. Aucun parti ne peut aujourd'hui prétendre détenir seul les clés du redressement national.

De nombreuses solutions sont aujourd'hui partagées par des responsables politiques de tendances différentes. Les propositions et les objectifs convergent de semaine en semaine. L'enjeu est aujourd'hui de dépasser les stratégies partisans, car un minimum

de consensus sera nécessaire pour mobiliser le pays. Ce rassemblement national sera indispensable afin de remettre en cause des situations acquises et des niches catégorielles qui se sont généralisées dans notre système économique, fiscal et social.

En effet la crise financière évolue très rapidement et elle ne nous laissera aucune marge de manœuvre si nous reportons à 2014 le temps des décisions difficiles. La priorité est de desserrer l'étau des marchés financiers sur la dette publique. Si nous ne réglons pas cette question dès la première année du prochain mandat, nous serons vite rattrapés par la pression des marchés financiers. Nous ne pouvons pas prendre le risque que la France soit obligée de se financer à des taux d'intérêt beaucoup plus élevés qu'aujourd'hui. Cela pèserait sur le budget de l'État et nous priverait des marges de manœuvre nécessaires pour réformer le pays.

Le Parti radical de gauche partage donc l'objectif de ceux qui veulent revenir dès 2013 à un déficit public de 3 % du PIB. La priorité sera d'engager dès 2012 une grande réforme fiscale visant à corriger les graves inégalités du système et à sécuriser les ressources futures de l'État.



- CONVOQUER UNE CONFÉRENCE NATIONALE DÈS L'ÉTÉ 2012 POUR DÉFINIR UN PLAN DE RELANCE DE LA CROISSANCE ET D'ASSAINISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES

Pour mener à bien cette première série de réformes, le PRG propose de convoquer dès 2012 une conférence nationale rassemblant des représentants des partis politiques républicains, des collectivités locales, des partenaires sociaux et du monde associatif.

Cette conférence se réunira pendant six mois à partir de septembre 2012 et aura pour objectif de définir les contours d'un plan national de redressement de l'économie nationale et des finances publiques.

Trois objectifs seront proposés aux travaux de la conférence nationale des représentants :

- la réduction des déficits publics sous 3 % du PIB dès fin 2013 et le retour progressif à l'équilibre d'ici quatre ans ;
- la refonte du système fiscal français dans un objectif d'égalité entre les ménages et de compétitivité des entreprises ;
- la stabilité des prélèvements obligatoires sur les classes moyennes et les couches populaires, dont le pouvoir d'achat doit être protégé.

## L'Audace à gauche

Les inégalités devant l'impôt se sont en effet généralisées et minent notre système fiscal autant que la confiance des citoyens dans l'État. Complexe, injuste et inégalitaire, il handicape la compétitivité de notre économie en faisant peser le poids de la fiscalité principalement sur les classes moyennes et les PME, sur lesquelles retombe l'essentiel de l'effort contributif national.

Contrairement aux autres partis, dont les réponses restent souvent partielles, les radicaux plaident depuis longtemps pour un rééquilibrage global du système portant à la fois sur les impôts d'État, les cotisations sociales et les impôts locaux.

Un vaste débat sera ouvert avec l'ensemble des partenaires politiques et sociaux, et nous proposons qu'il s'appuie sur les propositions suivantes.

- **CRÉATION D'UN IMPÔT PERSONNEL, UNIQUE ET PROGRESSIF PAR LA FUSION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU, DE LA CSG ET DES COTISATIONS SOCIALES SALARIÉES**

Le PRG défend depuis 1997 l'idée d'un grand impôt personnel et progressif payé par tous les citoyens et permettant une égalité de traitement entre les revenus du capital et ceux du travail.

## L'Union républicaine au service du redressement national

Cette réforme suppose à nos yeux la fusion de l'impôt sur le revenu, de la CSG et d'une bonne partie des cotisations sociales salariées en un impôt unique et progressif, comportant, en lieu et place d'un ISF dépourvu de cohérence et d'efficacité, un élément de correction du barème par prise en compte de la capacité contributive du capital des contribuables.

Cette mesure, reprise de façon partielle par d'autres formations politiques, est à nos yeux le seul moyen de simplifier la fiscalité et de soulager les classes moyennes en taxant plus largement les ménages les plus riches et les revenus du capital, qui échappent aujourd'hui largement à l'impôt sur le revenu.

L'impôt doit être payé par tous. Il doit l'être par les plus riches comme par les plus modestes, même à titre symbolique. L'enjeu est de redonner tout son sens à la citoyenneté et de retisser les liens entre l'État et le citoyen. C'est un principe républicain fondamental rappelé à l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789.

Certains avantages fiscaux économiquement injustifiés devront ainsi être supprimés, notamment l'exonération des stock-options, la niche Copé sur la vente de filiales ou la possibilité ouverte aux actionnaires de défiscaliser 40 % de leurs dividendes.

- **CRÉATION D'UN IMPÔT PROGRESSIF SUR LES SOCIÉTÉS**

Un impôt unique et progressif, garant de la justice et de l'efficacité économique de notre système, cet objectif que nous portons pour les ménages doit aussi s'appliquer aux entreprises.

La France connaît en effet un des taux d'impôt sur les sociétés (IS) les plus élevés d'Europe, alors que, rapporté au PIB, le produit de cet impôt est l'un des plus faibles. C'est que la productivité de l'IS est considérablement réduite par des règles d'assiette favorables.

Il est urgent de revenir sur cette situation contreproductive, le taux élevé décourageant la localisation en France. Pour cela, notre proposition est d'élargir l'assiette de l'impôt, de supprimer la plupart des niches fiscales et de fixer un taux général d'imposition plus proche de la moyenne européenne.

Ce taux sera progressif, à l'image de l'impôt américain sur les sociétés. L'idée est de taxer les plus petits bénéfices à 15 %, les bénéfices moyens à 25 % (moyenne européenne) et les bénéfices les plus importants à 35 %. La définition des différentes tranches fera l'objet d'une large concertation en 2012.

La taxation progressive des bénéfices portera sur les bénéfices nets, ce qui incitera les entreprises à investir plutôt qu'à distribuer des dividendes. L'impôt portera également sur le bénéfice

mondial consolidé de l'entreprise, ce qui permettra de taxer les bénéfices réalisés grâce aux investissements étrangers et à la mondialisation.

Ce système, plus efficace et incitatif qu'un simple bonus-malus, n'avantagera pas les dirigeants d'entreprises et les actionnaires de façon injustifiée. Nous proposons en effet parallèlement qu'ils soient imposés au travers des dividendes, dont la fiscalité sera relevée, ainsi que des salaires et autres avantages, qui seront ramenés dans le droit commun de l'impôt sur le revenu.

L'objectif de cette mesure est de soutenir les entreprises et la localisation ou relocalisation en France, les investisseurs étant surtout sensibles au taux de l'impôt. En outre, cette réforme rapportera plus qu'elle ne coûte, une bonne part des bénéfices aujourd'hui soumis à l'IS étant finalement exonérés et conduisant à un taux d'imposition réel des grandes entreprises de 13 %, selon un récent rapport du Conseil des prélèvements obligatoires, contre 30 % en moyenne pour les PME.

- **ÉLARGISSEMENT DE L'ASSIETTE DES CHARGES SOCIALES PAYÉES PAR LES EMPLOYEURS**

La majeure partie des prélèvements obligatoires est, en France, affectée aux administrations de Sécurité sociale. La

France détient le record mondial des prélèvements à finalité sociale, sans que l'on soit pour autant assuré que leur emploi conduise aux meilleures performances en matière de protection de la santé, de couverture du risque chômage ou, tout simplement, de soutien à l'activité économique.

Le PRG propose d'asseoir la part « entreprise » des charges sociales non plus sur la masse salariale versée, ce qui pénalise les créations d'emplois, mais sur la valeur ajoutée nette produite par l'entreprise. Cette mesure contribuerait à donner l'emploi comme objectif aux entreprises, tout en stimulant l'investissement.

En complément de cette réforme et pour faire baisser encore le poids global de ces cotisations sur le coût du travail, l'option d'un basculement progressif et limité de ces cotisations vers la CSG ou la TVA ne sera pas exclue, mais dépendra des conclusions de la conférence nationale de l'été 2012.

### ● REFONTE DES NICHES FISCALES ET SOCIALES

L'UMP a créé 40 milliards de niches fiscales depuis 2007. Ce chiffre est de 70 milliards si l'on remonte à l'arrivée de l'UMP au pouvoir en 2002. Au total, si l'on ajoute les 30 milliards de niches sociales, cela fait plus de 100 milliards d'euros que l'État et la Sécurité sociale perdent chaque année, pour l'essentiel au

## L'Union républicaine au service du redressement national

profit des grandes entreprises et des ménages les plus riches, qui jouent massivement sur ces exonérations en tout genre.

La Cour des comptes estime qu'une très grande part de ces niches sont injustes et inefficaces économiquement. La gauche au pouvoir peut facilement remettre en cause 40 à 50 milliards d'ici 2017.

Pour cela, un audit général des exonérations de charges sociales et des niches fiscales sera finalisé en 2012 afin d'évaluer leur utilité économique, sociale et environnementale. Les exonérations et niches inutiles seront supprimées.

En outre, nous proposons que toute nouvelle niche fiscale et sociale soit créée pour une durée de trois ans, renouvelable après évaluation de son efficacité.

- **MAJORATIONS EXCEPTIONNELLES DE L'IMPÔT SUR LE REVENU ET LA CSG POUR LES PLUS FORTUNÉS**

Afin de permettre la réduction des déficits publics en 2012 et en 2013, des majorations exceptionnelles d'impôt sur le revenu et de CSG seront également instituées pour les contribuables les plus fortunés, de l'ordre de 10 % du montant de l'impôt.

Ces hausses de prélèvements obligatoires seront temporaires et assorties de crédits d'impôt d'égal montant, pour les dépenses

## L'Audace à gauche

dans des secteurs socialement et économiquement utiles (investissements dans les régions rurales ou les zones urbaines sensibles, versements aux organismes d'intérêt général au-delà des plafonds actuels de déductibilité...). Ces crédits d'impôt seront restituables dans une échéance de trois ans.



### **III. UNE ÉCONOMIE COMPÉTITIVE POUR CRÉER DES EMPLOIS ET MAÎTRISER LA MONDIALISATION**

Au-delà de la réforme fiscale et de l'assainissement des finances publiques, l'enjeu de 2012 est de retrouver la croissance. Elle est en effet la condition de la protection de nos emplois, de notre pouvoir d'achat et du maintien de notre modèle social.

Face aux réalités mouvantes d'une économie globalisée, les radicaux de gauche défendent depuis toujours une gauche réaliste soucieuse du maintien de la puissance économique de la France face à la compétition internationale.

Car pour gouverner dès 2012, la gauche devra d'abord relever le défi de la mondialisation, s'ouvrir sur les

**réalités économiques et considérer la compétitivité de notre pays et de nos entreprises comme un impératif vital pour continuer à financer notre protection sociale et créer des emplois pour tous.**

**Pour cela, il faudra mettre en œuvre une réforme structurelle des marchés français pour protéger le pouvoir d'achat face aux surprofits des intermédiaires (grande distribution, compagnies pétrolières, etc.), qui alimentent l'inflation des produits de base et accaparent les bénéfices de la mondialisation. Une réforme du marché agricole sera également nécessaire afin de contrebalancer sa libéralisation. L'agriculture est en effet à la fois un enjeu économique majeur, la clé de l'équilibre du territoire et un atout décisif face au défi écologique et alimentaire qui s'annonce.**

**Parce qu'une économie moderne ne peut être qu'une économie verte, les radicaux de gauche souhaitent la création d'un pôle public de l'énergie permettant au gouvernement de reprendre la main sur la politique énergétique de la France et accompagner sa transition vers les énergies renouvelables. Cette modernisation de l'économie ne peut avoir pour corollaire qu'une priorisation de l'effort national en faveur de la recherche et**

Une économie compétitive pour créer des emplois...

**de l'innovation, qui sont les éléments clés de la compétitivité du pays.**

**Enfin, les radicaux souhaitent renforcer le soutien aux acteurs les plus dynamiques de notre économie. Pour ce faire, il faut redonner toute leur place aux petites et moyennes entreprises, qui portent la création de l'emploi et sont les moteurs de l'innovation. Il faut également soutenir l'emploi des jeunes à travers la mise en place de politiques spécifiques pour favoriser leur insertion dans le marché du travail.**

- **RÉFORMER LE MARCHÉ DES BIENS POUR LUTTER CONTRE L'INFLATION DES PRODUITS DE BASE**

Tous les chiffres le montrent, les Français connaissent aujourd'hui une érosion généralisée de leur pouvoir d'achat.

Même si le gouvernement refuse de le reconnaître, chacun sent bien que les prix augmentent plus vite que les salaires, et les baisses de prix promises grâce à l'importation de produits provenant de pays à bas coût de main-d'œuvre ne profitent pas aux consommateurs.

Face à cette situation, les candidats à la présidentielle n'hésitent pas à recourir à des vieilles recettes dirigistes comme le

rétablissement du contrôle des prix. Ces solutions ont pourtant prouvé leur inefficacité à garantir le pouvoir d'achat contre l'inflation.

L'analyse des radicaux est plus structurelle et repose sur le constat que les bénéfices potentiels de la mondialisation sont largement accaparés par la grande distribution, les compagnies pétrolières et la litanie des intermédiaires qui font la loi sur les marchés et qui encaissent des surprofits considérables.

La priorité est donc de réformer les structures mêmes du marché des biens et des services, ce qui n'a jamais réellement eu lieu en France, pays où la dérégulation a simplement permis à certaines entreprises de s'installer en situation de monopole.

Nous proposons :

- d'accroître la transparence des prix : du producteur au consommateur, il faut connaître les marges des distributeurs, pour tuer l'idée fausse que les producteurs seraient responsables du renchérissement du prix des produits de base ;
- d'instituer un contrôle des marges, sur la base d'un rapport remis au Parlement, qui se prononcera chaque année lors de l'examen du budget ;
- de limiter le pouvoir de marché des grands intermédiaires et des distributeurs face aux producteurs par une

Une économie compétitive pour créer des emplois...

réforme des conditions de fonctionnement des marchés français et du rôle des intermédiaires ;

– une taxation spécifique sur les surprofits de certaines entreprises en situation de monopole ou de quasi-monopole et qui abusent de leur position aux dépens des producteurs et des consommateurs.

- DÉVELOPPER UNE AGRICULTURE DURABLE POUR CONTREBALANCER LA LIBÉRALISATION DES MARCHÉS AGRICOLES

L'agriculture est à la fois un enjeu économique majeur, la clé de l'équilibre du territoire et un atout décisif face au défi écologique, climatique et alimentaire qui s'annonce.

La faim dans le monde, les algues vertes, les conséquences dramatiques de la sécheresse, le changement climatique, les crises sanitaires (vache folle, intoxication et décès par les pesticides), la perte de la biodiversité, sont pour nous les conséquences de ce modèle agricole qui nourrit le capital plutôt que de nourrir les hommes et dont les agriculteurs sont les premières victimes.

Les radicaux défendent une agriculture citoyenne qui réponde aux attentes sociétales dans le respect de la biodiversité, des grands équilibres des ressources naturelles et de la santé.

## L'Audace à gauche

Le défi écologique est intimement lié au défi alimentaire et agricole, et la gauche se doit d'avoir une position forte sur ce sujet. Le soutien des pouvoirs publics est selon nous indispensable afin de ne pas laisser aux seules mains de la finance un secteur qui continue de revêtir une importante dimension stratégique. Les pouvoirs publics doivent également agir pour remettre l'agriculture au service des citoyens et développer un modèle durable respectueux de l'environnement.

Aujourd'hui, les agriculteurs ont surtout besoin d'une palette d'outils leur permettant de contrebalancer la libéralisation des marchés agricoles, car la politique menée depuis 2002 ne répond pas au problème de la dérégulation progressive de l'agriculture à l'échelle internationale.

Pire, les gouvernements ont négocié le plafonnement du budget de la Politique agricole commune (PAC) pour 2013 au niveau où il était en 2003. Avec les douze nouveaux pays, très agricoles et économiquement très en retard, qui sont entrés dans l'Union européenne depuis 2004, les aides à l'agriculture française vont donc se réduire de près de 40 % dès 2013.

Au-delà du fait que ce compromis prive notre agriculture des moyens d'être à la fois productive et respectueuse de l'environnement, il crée surtout une dérégulation du marché agricole et la libéralisation du secteur. En effet, la PAC, même si

Une économie compétitive pour créer des emplois...

elle est imparfaite, demeure la principale politique communautaire. Poursuivre cette politique avec des moyens budgétaires réduits c'est confirmer une certaine vision de l'Europe libérale, une Europe qui se passe de politiques sectorielles pour être un simple marché unique.

Des assises nationales de la ruralité et de l'agriculture seront donc réunies dès la première année du quinquennat. Elles auront pour objectifs :

### **– Une agriculture durable**

La première fonction de l'agriculture doit être de nourrir la population, car les inégalités alimentaires sont les plus injustes et les plus inacceptables. L'agriculture ne doit plus être une marchandise comme les autres, elle doit être remise au service des citoyens et prendre la voie du développement durable, de la protection et du respect de l'environnement ainsi que de la qualité alimentaire.

Le modèle intensif actuel, qui accélère la dégradation des écosystèmes et affecte leur potentiel de production, n'est plus tenable, non seulement à cause de sa forte dépendance au pétrole, mais également en raison des menaces qu'il fait peser sur la santé publique et les ressources naturelles. De plus, parce qu'elle est un des facteurs clés de la question climatique

et de la dégradation des ressources naturelles, l'agriculture se doit d'évoluer pour ne pas être menacée. Enfin, le système actuel crée de nouvelles inégalités. Car les prix pratiqués par les filières raisonnées ou biologiques sont encore bien trop souvent excessifs, et seuls les plus aisés peuvent y avoir accès. Cette inégalité alimentaire n'est pas acceptable dans notre pays.

C'est la raison pour laquelle les radicaux de gauche pensent qu'il est urgent de mettre en œuvre une agriculture durable en développant les filières agricoles de qualité fondées sur une agriculture raisonnée ou biologique. Les aides agricoles doivent servir à cette évolution.

### **– La régulation des marchés agricoles**

Afin de réguler les marchés agricoles et de rééquilibrer le pouvoir des producteurs et des consommateurs face à la grande distribution, les radicaux proposent l'interdiction de la spéculation sur les produits de base alimentaires sur les marchés français et européen, la réforme des marchés agricoles et le contrôle des marges des intermédiaires et de la grande distribution. La fixation des prix ne peut plus répondre à la seule logique de rentabilité des grands distributeurs, mais doit également intégrer les coûts de production et permettre une juste rémunération des producteurs.



Une économie compétitive pour créer des emplois...

C'est aussi pour ces raisons que les filières et les circuits courts doivent être encouragés afin de restaurer un principe de bon sens : celui de la souveraineté alimentaire.

### **– Une refonte des modalités d'échanges mondiaux dans le cadre de l'OMC**

Pour permettre aux agriculteurs de vivre de leur travail, il devient urgent de protéger notre agriculture à l'OMC, alors que les Américains la protègent sans complexe. Pour des raisons de sécurité alimentaire et de protection de l'environnement, l'agriculture ne doit pas être livrée à la règle pure et simple du marché. Elle doit bénéficier d'un traitement spécifique au sein de l'OMC.

Dans le cadre de ces négociations, tant au niveau européen que mondial, la voix de la France doit être celle de l'avenir et de la modernité ; celle de la promotion de nouveaux critères de performance agronomique, sociale et environnementale ; celle du développement de structures à dimensions humaines et mettant en œuvre une agriculture durable.

Nous devons promouvoir un nouveau modèle visant à sortir de la spécialisation certaines zones de la planète et fondé sur la souveraineté alimentaire et la juste rémunération des producteurs.

Plus largement, la France plaidera pour que l'OMC devienne l'Organisation mondiale du commerce équitable (OMCE), ce qui suppose de changer les critères de référence et de décision.

- **REPRENDRE EN MAIN LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DE LA FRANCE ET ENGAGER LA TRANSITION VERS LES ÉNERGIES VERTES GRÂCE À LA CRÉATION D'UN PÔLE PUBLIC DE L'ÉNERGIE**

La privatisation du secteur de l'énergie a constitué une erreur majeure pour l'indépendance nationale comme pour le pouvoir d'achat des Français. Les radicaux s'y sont toujours opposés.

En abandonnant aux mains du secteur privé le contrôle des géants français de l'énergie, l'État leur a laissé toute liberté pour réorienter leur stratégie vers des investissements à l'étranger au profit des actionnaires et aux dépens des intérêts énergétiques de la France.

En outre, ces grandes entreprises, où l'État conserve malgré tout des participations, constituent des *lobbies* redoutables, qui parviennent systématiquement à briser le développement des énergies renouvelables en obtenant de l'État et du Parlement des mesures dissuasives à l'encontre des énergies renouvelables comme l'abandon de l'éolien et du photovoltaïque.

## Une économie compétitive pour créer des emplois...

L'objectif aujourd'hui est de reprendre le contrôle de ce secteur, qui doit être géré en fonction des intérêts de la nation et non pas des actionnaires.

Cette « déprivatisation » partielle concernerait l'ensemble des entreprises d'énergie, du nucléaire au pétrolier en passant par les énergies renouvelables.

Elle sera financée par un « emprunt énergie » spécifique de 50 milliards d'euros, dont le coût pour l'État sera d'autant plus réduit que ces entreprises enregistrent aujourd'hui des surprofits considérables qui faciliteront le remboursement de l'emprunt dans un délai très rapide.

Grâce à ce pôle public, l'État disposera des véritables leviers capables de lancer un vaste plan d'investissement dans le perfectionnement des énergies renouvelables, notamment le photovoltaïque ou l'éolien, qui ont été les premières victimes du Grenelle de l'environnement par la suppression des aides qui leur étaient consacrées.

Ce développement des énergies renouvelables offrira également la seule vraie alternative à l'énergie nucléaire.

Il est en effet démagogue de fixer des échéances de sortie du nucléaire sans avoir prévu d'alternatives énergétiques et réglé la question de la gestion des déchets, qui repose aujourd'hui sur les générations futures. Le nucléaire est devenu une réalité

économique et technique difficilement réversible à court terme et le devoir des responsables politiques est de dire la vérité aux français sur l'inévitable lenteur que prendra la sortie du nucléaire.

L'enjeu n'est pas de fixer des objectifs théoriques, mais de se donner réellement les moyens de sortir de cette dépendance en trouvant des alternatives économiquement viables.

Or la France ne pourra s'engager dans cette politique que si l'État reprend en main la politique énergétique du pays. C'est la raison d'être de notre proposition de création d'un pôle public de l'énergie.

- **REDÉFINIR LE CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE POUR FINANCER DES PÔLES MONDIAUX DE RECHERCHE ET D'INNOVATION**

La priorité est désormais de résoudre la question du financement de la recherche et de l'innovation. Certes, les moyens publics consacrés aux activités de recherche-développement ont augmenté depuis 2002, mais cette hausse correspond exclusivement à la montée en puissance du crédit d'impôt recherche, tandis que la part allouée aux laboratoires n'augmente pas. Par ailleurs, les dépenses sont constituées de plus en plus des salaires

Une économie compétitive pour créer des emplois...

et des charges – une situation dénoncée par les chercheurs, comme ceux du collectif « Sauvons la recherche ».

Nous proposons de :

– **Redéfinir le crédit d'impôt recherche, qui dépasse aujourd'hui 5 milliards d'euros par an.**

Cette dépense fiscale a décuplé depuis 2003. Ce dispositif n'existe pas en Allemagne, où la recherche reste plus dynamique qu'en France, si l'on considère le nombre de brevets déposés. Le crédit d'impôt recherche doit donc être limité aux PME et aux recherches encourageant les nouvelles technologies protectrices de l'environnement.

– **Redéployer les moyens ainsi libérés pour constituer des pôles mondiaux d'excellence.**

Ces pôles permettront de développer des liens actifs avec les universités et de renforcer la coopération entre recherche publique et recherche privée, qui demeure insuffisante, et faciliteront le passage de la recherche à la création de nouvelles activités.

– **Lutter contre la fuite des cerveaux en revalorisant le statut des enseignants-chercheurs.**

Valoriser l'excellence individuelle est le meilleur moyen de limiter l'expatriation de nos chercheurs et de nos meilleurs enseignants, qu'une gestion égalitariste de notre système scolaire et universitaire conduit trop souvent à dissuader de poursuivre leur activité.

## L'Audace à gauche

En outre, l'octroi d'une bourse doit devenir la règle et non plus l'exception, le manque de financement étant la première cause de l'abandon des travaux de recherche.

Par mesure d'équité, nous proposons enfin que les années de recherche pendant la thèse et en postdoctorat (soit huit à dix ans) soient prises en compte pour le calcul des annuités de retraite.

- **SOUTENIR LA CROISSANCE DES PME EN LEUR RÉSERVANT UNE PART DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DU CRÉDIT BANCAIRE**

Notre système économique doit donner toute sa place aux PME, aux TPE et à l'économie sociale, qui portent la création d'emploi et l'innovation en France.

Ceci suppose d'abord de les aider dans leur croissance, qui est la phase la plus délicate de la vie de l'entreprise et la principale faiblesse qui empêche nos PME d'être aussi performantes que leurs concurrentes allemandes.

Nous proposons deux mesures fortes :

### **1/ Un accès réservé à la commande publique**

Aujourd'hui, seulement 11 % des marchés publics vont aux PME. Celles-ci souffrent comme sous-traitants alors même

Une économie compétitive pour créer des emplois...

qu'elles constituent le principal gisement d'emplois, d'innovation et de compétitivité de notre économie.

La France doit se doter d'une législation réservant 30 % des commandes de l'État et des collectivités locales à des PME, comme c'est déjà le cas aux États-Unis.

Cette proposition a été abandonnée en 2008, notamment sous la pression de nos partenaires allemands. Mais elle est indispensable pour assurer l'avenir de nos PME, et devra s'accompagner d'une réforme du code des marchés publics conduite au niveau européen ainsi que de négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

## **2/ Un accès élargi au crédit bancaire et à l'exportation**

Il faut desserrer l'étau financier qui étouffe en particulier petites et moyennes entreprises. Elles subissent encore aujourd'hui l'extrême frilosité des banques, malgré la mise en place de quelques dispositifs insuffisants.

Nous proposons un accès élargi des PME au crédit, qui implique de leur réserver une part du financement bancaire, selon des axes définis avec les grandes banques et compagnies d'assurance, et ce en utilisant les ressources du Fonds stratégique d'investissement et de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Des critères sociaux et environnementaux conditionneront l'octroi de ces prêts bancaires à taux bonifiés et permettront

aussi d'accompagner la mutation des secteurs en crise et l'essor des entreprises à fort potentiel d'innovation technologique.

Au-delà de l'accès au crédit bancaire, les PME doivent être incitées à exporter, car elles constituent le maillon faible de notre commerce extérieur, dont la fragilité (avec un déficit de 4 % du PIB) représente aujourd'hui le principal frein à la croissance. Afin de pallier le fait que nos entreprises exportent des produits souvent trop peu innovants, une mesure forte d'incitation à l'exportation sera prise grâce à l'extension des garanties d'assurance-crédit et la mise en place de facilités bancaires.

- **REDÉPLOYER DES EXONÉRATIONS SOCIALES EN DIRECTION DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DE LEUR INSERTION DANS L'ENTREPRISE**

Les suppressions de niches sociales et fiscales permettront de dégager des marges nouvelles en faveur de nos priorités politiques, comme l'emploi des jeunes. Fin juin 2011, selon le Pôle emploi, le taux de chômage des moins de 25 ans s'élevait à 22,7 %, soit deux fois et demie la moyenne de l'ensemble des actifs.

Afin de faciliter leur insertion dans l'entreprise, un dispositif incitatif d'allègement de charges – à hauteur de 300 euros par mois – sera créé pour les entreprises embauchant des jeunes



## Une économie compétitive pour créer des emplois...

de moins de 26 ans inscrits au chômage depuis au moins quatre mois, dans la limite d'un salaire égal à 1,3 fois le SMIC.

Ce dispositif visera réellement les jeunes les plus en difficulté. En permettant leur première embauche dans le secteur privé, il leur permettra de construire leur parcours professionnel. Une sortie dégressive de la période d'exonération complète devra être ensuite organisée.

Au total, ce sont 300 000 jeunes de moins de 26 ans au chômage depuis au moins quatre mois qui pourront bénéficier de notre proposition. Cette mesure coûtera au maximum 1,1 milliard d'euros, soit trois fois moins que le coût de la création de 300 000 emplois publics aidés.

- **POSER LES BASES D'UNE ÉCONOMIE SOCIALE ET D'UN NOUVEAU MODÈLE DE CROISSANCE**

La véritable sortie de la crise ne pourra se faire que dans la mise en place d'un nouveau modèle de croissance capable d'offrir une réponse adaptée à la pérennisation d'un chômage élevé et à la croissance des exclusions.

Par sens du réalisme, les radicaux de gauche ne pensent pas qu'une révolution brutale de l'économie et du sens de la croissance soit possible ni même envisageable. En revanche, il est

## L'Audace à gauche

du devoir des responsables politiques de poser les jalons d'une transformation profonde et durable de notre économie. En effet, face aux contraintes internationales et européennes, à l'exacerbation de la concurrence mondiale et au quasi-monopole des grands groupes, un nouveau modèle économique, davantage social et solidaire, ne parvient pas à émerger malgré le développement de ces thèses par les économistes. C'est l'absence d'une volonté politique forte qui pénalise le développement d'une nouvelle économie.

Or la structure de l'économie continue de changer. Les coopératives, mutuelles, associations, fondations, assurent aux territoires et au pays tout entier un ensemble d'activités financières, industrielles, agricoles et de service à caractère durable. Ces entreprises ont en général mieux traversé les différentes crises que les autres formes d'entreprises et constituent une source d'innovation sociale décisive pour la mutation de nos modèles économiques. Une attention particulière doit donc être portée à l'économie sociale, qui représente aujourd'hui plus de 10 % du PIB, contre environ 6 % dans les années 1980.

C'est dans cette voie que la transformation profonde de l'économie pourra trouver sa source et dans laquelle nous souhaitons engager la France. Les radicaux estiment que la part de cette économie sociale et solidaire dans le PIB doit donc être doublée

Une économie compétitive pour créer des emplois...

dans la prochaine décennie, notamment en faisant adopter par l'Europe un statut européen de la mutuelle, de l'association et de la fondation, et en mettant au point des supports financiers et un droit des groupes adaptés à son mode de gouvernance démocratique.



## **IV. GARANTIR L'ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE ENTRE LES HOMMES ET LES TERRITOIRES**

Les dix dernières années ont marqué le grand retour des inégalités et des privilèges sociaux. Ces inégalités ont été accrues par la dégradation des services publics de santé, de sécurité et d'éducation.

Il devient urgent de les revaloriser et de les placer au cœur d'une grande stratégie nationale de lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Cette recherche d'égalité des chances passera d'abord par la refondation de l'école républicaine et la garantie de nouveaux droits sociaux aux tranches d'âge les plus vulnérables, les jeunes, les seniors et les salariés âgés, afin de garantir une vraie solidarité intergénérationnelle, ébranlée par la réforme des

**retraites et la précarisation accrue des plus jeunes. Mais l'objectif est aussi de garantir un équilibre entre les habitants des différents territoires. Certes, nous sommes tous à gauche pour le respect des équilibres entre les zones rurales et les zones urbaines, entre les quartiers aisés et les banlieues défavorisées.**

**Mais la spécificité des radicaux est de rappeler constamment aux uns et aux autres que l'égalité ne se joue pas uniquement entre le centre des villes et les grandes banlieues défavorisées : il y a actuellement des situations de détresse sociale et économique bien plus dramatiques encore en milieu rural ou dans les petites villes de France. Ces espaces et ces populations sont les grands oubliés des réformes de la droite. Au nom de l'égalité entre les citoyens et de l'équilibre entre les territoires, la gauche se doit de porter leur voix.**

- **UN PLAN DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ ASSORTI D'UN MORATOIRE SUR LA FERMETURE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX**

Le service public à la française est au cœur du pacte républicain. Après des années de restructurations et de coupes

Garantir l'égalité républicaine entre les hommes et les territoires

budgétaires, la dégradation des services publics est aujourd'hui une grave préoccupation pour les citoyens et une menace pour l'égalité entre les Français.

Des territoires entiers de la République, banlieues et zones rurales, sont aujourd'hui désertés et menacés d'exclusion par la fermeture des hôpitaux publics, des écoles, des bureaux de poste, des tribunaux, des gendarmeries, etc.

Cette politique constitue une atteinte directe à l'égalité devant la santé, au droit à la sécurité et à l'accès de tous à l'éducation. L'État ne joue plus le rôle de garant de l'égalité républicaine sur le terrain : ses restructurations successives l'éloignent des réalités de proximité et ont encore renforcé ses tendances à la bureaucratisation. Défenseurs depuis toujours du rôle protecteur de l'État, les radicaux considèrent que le point de départ de toute réforme publique consiste à renouer le lien entre les services publics et les territoires.

**– Nous proposons de décréter dès 2012 un moratoire sur la fermeture de l'ensemble des services publics de proximité.**

C'est une mesure radicale mais nécessaire car, depuis dix ans, l'État n'a cessé de fermer des services de proximité tous azimuts et sans cohérence. Chaque administration a fait sa réforme dans son coin sans aucune coordination, et le résultat

est que certains bassins d'emploi ont perdu successivement en quelques années la majeure partie de leurs services publics, qui se sont repliés sur les chefs-lieux de département ou les capitales de région.

L'État devra élaborer un plan de présence territoriale et proposer de véritables solutions pour garantir l'accès de tous aux services publics. Ce qui n'est pas le cas actuellement et, dans bien des cas, les solutions proposées (centre périnatal, points d'accès au droit, points Poste chez les commerçants) ne sont que des pis-aller provisoires qui n'offrent aucune garantie aux usagers.

**– Les radicaux demandent que soit engagée une large concertation afin d'étudier toutes les pistes pour faire disparaître les déserts médicaux en zone rurale.**

La désertification médicale en milieu rural est en effet devenue dramatique en maints endroits. Il est temps que les professions libérales de santé, qui sont en partie rémunérées grâce à la Sécurité sociale, acceptent l'idée qu'elles remplissent une mission de service public.

**– Enfin, le PRG exige qu'un engagement fort soit pris sur l'avenir des Zones d'éducation prioritaires (ZEP)**



Garantir l'égalité républicaine entre les hommes et les territoires

**rurales, indispensables au maintien des résultats scolaires dans les zones isolées et les quartiers des villes petites et moyennes.**

Si nous, radicaux de gauche, sommes d'accord avec la proposition du PS de revaloriser les ZEP et de concentrer les moyens scolaires sur les zones défavorisées, nous estimons qu'il faut accroître les moyens là où ils sont le plus nécessaire. Aujourd'hui, le classement en ZEP ne représente qu'une augmentation de 10 % des moyens d'une école, il faudrait porter ce chiffre à 25 %, en n'oubliant pas que les difficultés sociales ne sont pas propres aux seules banlieues des grandes villes.

**– Comment financer ce plan de modernisation ?**

Pour financer ces mesures, je propose de réinvestir les économies budgétaires réalisées grâce à la réforme de l'État dans la modernisation des services publics, à commencer par les hôpitaux et les maisons de retraite publiques.

En effet, la réforme de l'État génère environ 1 milliard d'économies par an sur les dépenses d'intervention et 500 millions sur les dépenses de fonctionnement hors personnel (rationalisation des achats). Ces montants sont issus d'un effort de l'État et doivent servir à moderniser les services publics de proximité.

- **REFONDER L'ÉCOLE AU SERVICE DE L'INTÉGRATION RÉPUBLICAINE**

Le système scolaire français, créé par les gouvernements radicaux, reste le premier garant de l'égalité des chances et le meilleur rempart contre les dérives communautaristes et identitaires. Principal levier d'intégration républicaine, il est aussi le principal endroit où une conception exigeante de la laïcité doit être préservée.

Ce système est pourtant entré dans une crise globale que la politique de l'UMP a beaucoup aggravée en diminuant le nombre d'enseignants et en refusant de donner des moyens suffisants à un secteur qui devrait être prioritaire.

Investir dans l'éducation, c'est investir dans la jeunesse et dans notre avenir. Si nous voulons rendre un avenir à notre société, il y a donc urgence à effacer les inégalités intergénérationnelles créées par les politiques publiques. C'est le plus grand scandale actuel : l'effort éducatif de la nation baisse. Il est passé de 7,5 % du PIB en 2000 à 6,5 % aujourd'hui, soit une baisse de 15 % !

Et au-delà d'un manque criant de moyens, c'est tout un système qui est désorganisé. Programmes, formation des enseignants, organisation des carrières, développement anarchique

## Garantir l'égalité républicaine entre les hommes et les territoires

du soutien scolaire privé, répartition des moyens sur le territoire, tout est à réformer pour permettre à l'école républicaine de tenir l'immense espoir d'émancipation que les Français ont placé en elle. Les manifestations de jeunes lors de la réforme des retraites n'ont que trop montré l'inquiétude de toute une génération face à l'avenir que lui offre notre société.

Pour faire face à un tel défi, c'est une réforme profonde qu'il faut conduire, de la petite enfance à l'université. C'est pourquoi les radicaux de gauche proposent de refonder un pacte républicain de l'éducation en convoquant une grande réunion de tous les acteurs afin d'enrayer la spirale de désorganisation de notre système scolaire.

Les chantiers prioritaires de ce « Grenelle de l'éducation » doivent être de :

- développer une réelle mixité sociale et remettre en place une carte scolaire regroupant des zones géographiques larges et diversifiées ; la carte scolaire ne doit pas être supprimée mais ses périmètres doivent être élargis afin de permettre un réel brassage entre les populations et d'éviter les effets de ghettoïsation ;
- créer un service public du soutien scolaire en réintégrant les activités périscolaires dans le champ de l'éducation nationale et en donnant un statut aux éducateurs ; le soutien scolaire privé est en effet en train de devenir une source nouvelle d'inégalité

entre ceux qui en ont les moyens et ceux qui ne peuvent compter que sur l'école publique ;

– mettre en place un service public gratuit de la petite enfance et développer les jardins d'éveil de 2 à 3 ans. Le dynamisme démographique crée des besoins importants en matière de garde des enfants en bas âge et d'éveil pour les jeunes enfants ; ces besoins ne sont pas aujourd'hui couverts, ce qui constitue un handicap pour les femmes qui souhaitent travailler mais aussi pour les enfants, dont la plupart viennent au monde dans un foyer où l'un au moins des parents exerce une activité professionnelle ;

– revoir l'organisation des carrières et assouplir le système d'affectation des professeurs pour permettre à l'Éducation nationale de développer de véritables parcours professionnels et une politique de ressources humaines qui réponde aux aspirations nouvelles des enseignants et permette de valoriser leurs compétences ;

– reconstruire la formation des enseignants et consacrer leur liberté pédagogique : l'Éducation nationale a besoin de professionnels bien formés et capables de forger leurs méthodes en fonction de leur expérience au contact des enfants.

Toutes ces réformes auront un coût que le PRG propose d'assumer en redistribuant des moyens publics vers le service public

Garantir l'égalité républicaine entre les hommes et les territoires

de l'éducation et en réaffectant progressivement une plus grande part de subventions publiques en faveur des écoles publiques, dans le respect de la loi de séparation de 1905.

- **LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ DES JEUNES PAR L'EXTENSION DU RSA À TOUS LES MOINS DE 25 ANS QUI POURSUIVENT DES ÉTUDES**

Le gouvernement n'a rien compris au malaise de la jeunesse. Dans une France en crise, dans un monde en crise, il n'offre à la majorité des jeunes que la perspective d'enchaîner des stages non rémunérés ! Les plus chanceux pourront leur substituer des CDD précaires et sous-payés, sans parler des difficultés à se loger ou à se soigner. Écoutons cette jeunesse qui n'est pas perdue dans des utopies promettant des lendemains qui chantent, mais qui revendique simplement le droit à un avenir.

Les radicaux de gauche proposent d'étendre le RSA à tous les jeunes de moins de 25 ans, alors que n'en bénéficient aujourd'hui que les jeunes de moins de 25 ans ayant un enfant à charge et les jeunes de 18 à 25 ans ayant travaillé à temps complet au cours de deux des trois dernières années. Cette condition est très difficile à satisfaire pour nombre de jeunes, qui alternent des périodes de galère faites de petits boulots et de travail à temps

partiel. Et surtout, elle ne touche pas les étudiants qui vivent souvent dans des situations financières très dures.

Le coût du RSA pour les moins de 25 ans, qui concerne aujourd'hui près de 150 000 jeunes, est de 300 millions d'euros. L'extension que nous proposons à tous les moins de 25 ans coûterait de 800 millions d'euros à 1 milliard d'euros supplémentaires. Cette mesure sera financée par la mise sous condition de ressources des allocations familiales, la Cour des comptes estimant que l'exclusion des 20 % des ménages les plus riches du bénéfice de ces allocations constituerait une économie de 1 milliard d'euros. Ce chiffre est indispensable au regard des situations de détresse que connaissent tant de jeunes de notre pays, pour qui cette allocation, somme toute modeste, peut constituer une réelle différence dans leur vie quotidienne.

- **RENDRE EFFECTIF LE DROIT AU LOGEMENT ET DÉVELOPPER LA MIXITÉ SOCIALE**

L'accès au logement est devenu discriminatoire et profondément injuste. Les lois actuelles en faveur du logement social favorisent avant tout la spéculation foncière et immobilière et contribuent, en fin de compte, au renchérissement des loyers. Les lois sur la décentralisation sont particulièrement pernicieuses en

## Garantir l'égalité républicaine entre les hommes et les territoires

matière foncière et de logement social. Les communes veulent bien de programmes de logements sociaux mais dans la commune d'à côté, de peur de déplaire à l'électorat local.

Les propositions des radicaux de gauche en matière de décentralisation et de regroupement des communes en communautés de communes, urbaines ou d'agglomérations, visent à corriger cette situation. Aujourd'hui, l'accès aux logements sociaux des HLM est opaque, les bénéficiaires de logement disposent souvent de revenus qui ne justifient pas l'accès à des logements subventionnés. Les foyers à ressources modestes sont contraints d'attendre des années avant de bénéficier d'un logement social décent.

La notion de droit au logement opposable, souhaitée notamment par les radicaux, a été consacrée par la loi SRU. L'application de celle-ci paraît, aujourd'hui, très timide.

Nous proposons :

- l'obligation pour toutes les collectivités locales d'atteindre d'ici 2017 le seuil des 20 % minimum de logements sociaux ; le PRG propose pour cela de multiplier par 5 les pénalités en cas de non-respect de la loi SRU ;
- une politique stricte de mixité sociale des programmes immobiliers associant locatif et accession à la propriété : la règle des 20 % de logements sociaux appliquée très strictement

## L'Audace à gauche

dès la création ou la rénovation de vingt logements, condition stricte de délivrance du permis de construire ;

– de taxer les plus-values sur les terrains non constructibles (réforme loi SRU-PLU) devenant constructibles (50 %, que la vente ait lieu tout de suite ou non), abondant pour moitié au budget d'investissement de la commune concernée, pour moitié à un fonds de création de logements sociaux national pour l'accession à la propriété ;

– une indexation du SMIC liée notamment à l'évolution du prix moyen des loyers des logements sociaux dans un rapport de 1 (prix moyen des loyers des logements sociaux) à 3 (montant du SMIC). Il s'agit d'éviter que le poste logement approche, voire dépasse de plus en plus souvent, la moitié du revenu de certains salariés (et pas seulement maintenant en région parisienne).

### ● CORRIGER LES INJUSTICES DE LA RÉFORME DES RETRAITES

Une autre réforme des retraites était possible et il reviendra à la gauche de la mettre en œuvre. Le gouvernement n'a répondu à ce besoin de réforme qu'avec dogmatisme et s'est laissé enfermer dans une vision partielle et partielle du problème.



Garantir l'égalité républicaine entre les hommes et les territoires

Pour autant, n'ayons pas peur de le dire : le retour pur et simple à la retraite à 60 ans n'est pas envisageable.

Face à l'allongement de l'espérance de vie et au déséquilibre croissant entre générations, l'enjeu n'est pas seulement comptable. Pour nous, il s'agit surtout d'explorer de nouvelles voies, de tisser de nouvelles solidarités, de repenser les temps de vie, bref d'adapter le modèle par répartition aux exigences d'une économie mondialisée.

Les radicaux proposent :

**– De faire exception à l'allongement de la durée de cotisation pour mieux prendre en compte la précarité grandissante chez les seniors et l'inégalité face à la mort.**

Il y a six ans d'écart d'espérance de vie entre un ouvrier et un cadre, et ces mesures ne prennent pas en compte les handicaps professionnels beaucoup plus fréquents parmi les ouvriers.

Humaniser la réforme des retraites implique de rétablir une possibilité de départ en retraite dès que le nombre complet d'annuités a été obtenu, et quel que soit l'âge, pour les professions reconnues comme les plus pénibles.

Nous proposons également de diminuer le nombre total d'annuités pour une retraite à taux plein en fonction du handicap professionnel. Il s'agit d'exprimer la reconnaissance

de la collectivité nationale pour ceux qui ont sacrifié leur santé au travail.

**– De mettre en place un système de retraites par points afin de conforter le système global par répartition.**

Le Parti radical de gauche propose depuis de longues années de mettre en place un système de retraite par points qui permette de cumuler, de manière flexible, des droits acquis tout au long de la vie. Les aléas de la vie professionnelle seraient contrebalancés par des points bonus ou des points de compensation, le socle de retraite de base devant bien entendu demeurer commun.

Les salariés qui voudront librement travailler après l'âge légal de la retraite pourront poursuivre leur activité en bénéficiant d'un vrai système de bonus progressif améliorant leurs droits à la retraite. Le travail à temps partiel après l'âge de la retraite sera également encouragé.

**– De porter progressivement le minimum vieillesse à 80 % du SMIC.**

Les personnes âgées les plus pauvres, confrontées à une dégradation de leur pouvoir d'achat, doivent par ailleurs bénéficier d'un minimum vieillesse qui sera progressivement porté à au moins 80 % du SMIC. Cette mesure constituera en fait un rattrapage par rapport à la perte de pouvoir d'achat liée à

Garantir l'égalité républicaine entre les hommes et les territoires

la hausse des produits de première nécessité, qui dépasse très largement l'inflation officielle mesurée par l'INSEE.

- LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ DES 800 000 CONTRACTUELS DE LA FONCTION PUBLIQUE PAR UN VÉRITABLE PLAN DE TITULARISATION

Aujourd'hui, ce sont 800 000 salariés qui travaillent dans la fonction publique sans avoir les mêmes droits que les fonctionnaires et qui enchaînent des contrats courts, parfois depuis de très longues années, sans aucune garantie quant au renouvellement et sans perspective professionnelle ni revalorisation de salaire.

Ces contractuels ne bénéficient pas des mêmes protections que les salariés du secteur privé, régis par le Code du travail, et les employeurs publics utilisent trop cette absence de règles pour échapper à leurs responsabilités et recourir à des emplois précaires.

Leur nombre augmente d'autant plus vite que les postes de titulaires se raréfient. Beaucoup de ces agents sont ainsi recrutés sur des postes normalement dévolus à des fonctionnaires titulaires. Ils en assument les missions, mais ne bénéficient pas des mêmes droits.

## L'Audace à gauche

Par mesure d'équité, nous proposons de titulariser tous les agents contractuels occupant des emplois permanents dans la fonction publique, afin de leur garantir les mêmes droits et les mêmes perspectives professionnelles.

Le coût de ce plan de titularisation sera extrêmement limité dans la mesure où l'enjeu pour les contractuels n'est pas d'augmenter leurs salaires mais de bénéficier de garanties professionnelles nouvelles qui les protègent contre la précarité.

## **V. FONDER LES NOUVELLES LIBERTÉS RÉPUBLICAINES**

Les citoyennes et les citoyens, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, aspirent à des libertés nouvelles et à de nouveaux droits. Mieux informés et mieux formés, ils savent les exprimer et se battre pour les revendiquer.

Les formations politiques restent trop souvent sourdes à ces attentes et mesurent mal l'ampleur des évolutions d'une société éduquée fondée sur des modes de communication numériques.

Ces évolutions font peur à de nombreux partis, qui se laissent aujourd'hui tenter par des discours réactionnaires qui cherchent à légitimer dans l'opinion l'idée d'un contrôle social renforcé de la société et des individus.

**Les républicains ne doivent pas s'y tromper : il s'agit bien d'une offensive idéologique méthodique, menée notamment par l'aile dure de l'UMP, sur des idées qui furent celles du FN et à laquelle la gauche oppose, hélas, bien peu de résistance.**

**Il est temps que les partisans des grandes libertés publiques qui ont fait la France se réveillent et prennent position plus vigoureusement qu'ils ne le font aujourd'hui pour défendre l'héritage républicain et accompagner les nouvelles aspirations des citoyens.**

**Fondateurs des grandes libertés publiques qui ont marqué l'avènement de la République, les radicaux sont aujourd'hui les premiers partisans de nouvelles « libertés » républicaines que réclament une société tolérante et une démocratie ouverte sur le monde, où chaque individu doit pouvoir choisir sa vie et faire entendre sa voix.**

- **LA VI<sup>E</sup> RÉPUBLIQUE PLUS QUE JAMAIS**

**Les radicaux ont été les premiers, il y a vingt ans, à déposer un projet de réforme de la Constitution pour instaurer la VI<sup>e</sup> République.**

## Fonder les nouvelles libertés républicaines

Notre analyse est que la démocratie française souffre d'un déséquilibre entre un pouvoir exécutif fort, de plus en plus détenu par le seul président de la République, et un Parlement abaissé et incapable de jouer son rôle de contrôle du gouvernement. Cette absence d'équilibre entre le président de la République et le reste des institutions conduit à une trahison permanente de l'esprit de la Constitution, avec son lot de dérives et de blocages qui alimentent le mécontentement de nos concitoyens.

Pour lutter contre ces dysfonctionnements récurrents que sont la présidentialisation à marche forcée du régime, la manipulation du pouvoir central par une majorité dévorante et la professionnalisation accentuée des mandats électifs, les radicaux proposent de fonder une République nouvelle et un président fort face à un Parlement indépendant.

Notre objectif est de libérer le Parlement des entraves que lui oppose la Constitution et qui permettent constamment au pouvoir exécutif de s'exonérer de tout véritable débat. Il faut rééclairer la République et rendre à nos institutions leurs assises populaires et démocratiques.

Les radicaux proposent :

– l'unification du pouvoir exécutif par la suppression du poste de Premier ministre, le président de la République, éventuellement assisté d'un vice-président, restant élu au suffrage universel ;

## L'Audace à gauche

– la suppression du droit de dissolution de l'Assemblée nationale par le chef de l'État et la suppression des mécanismes qui brident la liberté de proposition et de discussion de l'Assemblée nationale, notamment l'article 49-3 et la procédure du vote bloqué ;

– l'abrogation du système des ordonnances et le renforcement du droit d'initiative du Parlement ;

– l'attribution au Parlement de la maîtrise de son ordre du jour et de son fonctionnement ;

– l'obligation de soumettre les nominations dans les autorités administratives indépendantes (CSA, défenseur des droits, CNIL, etc.) à l'approbation d'une majorité des deux tiers de l'Assemblée nationale et du Sénat, afin que le choix des membres de ces autorités, gardiennes de nos libertés publiques, réponde à un consensus républicain.

- **REFONDER L'EXPRESSION POPULAIRE PAR LA RECONNAISSANCE DU VOTE BLANC ET L'EXTENSION DU DROIT DE VOTE LOCAL AUX ÉTRANGERS**

Le système électoral actuel, verrouillé par deux grands partis, nourrit un fort sentiment de frustration chez les citoyens, qui estiment être privés du droit d'exprimer leur désapprobation en votant blanc ou nul : les radicaux n'ont pas peur du vote blanc et



## Fonder les nouvelles libertés républicaines

considèrent au contraire que sa reconnaissance est une condition pour redonner du sens au suffrage universel. Nous proposons que les votes blancs soient comptabilisés parmi les suffrages exprimés.

Nous proposons également le droit de vote pour les élections locales aux étrangers résidant depuis au moins cinq ans sur le territoire de la République, ceux qui participent à la vie économique et sociale de la cité devant pouvoir intervenir dans les choix politiques municipaux, départementaux et régionaux.

- **UN ACTE III DE LA DÉCENTRALISATION POUR GARANTIR LES LIBERTÉS LOCALES ET CLARIFIER LES COMPÉTENCES DES COLLECTIVITÉS**

Les communes, les départements et les régions sont les premiers lieux d'expression de la démocratie. Ils assurent un rôle de premier plan dans le développement des territoires, le fonctionnement des services publics et le maintien du lien social.

Les conditions dans lesquelles les collectivités locales exercent leurs missions se sont pourtant complexifiées, à la fois à cause de la démission financière de l'État et du manque de clarté des dernières réformes de décentralisation.

Les radicaux ont toujours défendu une décentralisation effective rapprochant les lieux de décision des citoyens, des acteurs

économiques, sociaux, culturels, sportifs. Les textes votés par la droite, au lieu de répondre aux nouveaux défis de l'heure (européanisation, mondialisation, crises économiques et financières, mais aussi développement des nouvelles technologies...), ont embrouillé les rôles et compétences, privé les collectivités de ressources nécessaires.

Les radicaux de gauche proposent donc d'abroger la réforme territoriale votée par l'UMP et prennent deux engagements :

– **Rendre aux collectivités locales une véritable autonomie financière et fiscale.**

Dotées de ressources pérennes et dynamiques, les collectivités locales auraient les moyens de développer de nouvelles formes de services publics (transports en milieu rural, aide au handicap, microcrèches, commerce et relais de services publics) et d'assurer ainsi leurs missions.

Nous proposons de leur attribuer une fraction de la TVA proportionnelle à leur population, de même qu'une taxe additionnelle sur les transports de marchandises à hauteur de leur coût social et environnemental. Ces transferts d'imposition seront fiscalement neutres, car compensés par une diminution de la dotation de l'État aux collectivités locales.

– **Clarifier les compétences de chaque catégorie de collectivités territoriales et leurs relations avec l'État,**

**de manière à simplifier les prises de décision et les responsabilités de chacun.**

Une collectivité doit pouvoir prendre librement ses décisions là où elle investit financièrement. Ceci suppose de clarifier les blocs de compétences attribués à chaque collectivité territoriale et de limiter les financements croisés en désignant une collectivité chef de file sur les principaux dossiers afin de rendre une direction claire à des chantiers qui tardent aujourd'hui trop souvent à se réaliser.

- **INSCRIRE DANS LA LOI LES NOUVELLES LIBERTÉS INDIVIDUELLES : DROIT À MOURIR DANS LA DIGNITÉ, ÉGALITÉ DES DROITS POUR LES CONJOINTS**

Par tradition libérale et humaniste remontant à Condorcet et toujours réaffirmée depuis, les radicaux proposent de modifier des dispositions légales figées qui ne correspondent plus aux réalités sociales de notre époque. Ainsi, face aux « questions de société » qui ont fait irruption dans le débat public ces dernières années, les radicaux, fidèles à leurs convictions, entendent demeurer une force de progrès formulant des propositions précises en faveur de l'extension des droits et des libertés de tous les citoyens.

Les radicaux de gauche proposent notamment :

**– Le droit de mourir librement dans la dignité (à la demande du malade, de sa famille, placé sous la responsabilité d'un comité d'éthique médicale, et lorsqu'il est médicalement prouvé que la maladie est irréversible et que la mort est proche).**

L'enjeu est d'éviter les drames liés au soupçon d'euthanasie et de permettre, dans des conditions encadrées, aux personnes en fin de vie d'être accompagnées et de rester maîtres de leur destin. C'est un sujet grave sur lequel les responsables politiques, par peur de l'opinion, refusent de prendre position, mais que les radicaux défendent depuis de nombreuses années.

**– Le droit au mariage et à l'adoption pour les personnes de même sexe.**

Il n'est plus en effet acceptable que notre droit établisse une distinction entre les régimes matrimoniaux et familiaux en fonction des préférences sexuelles des individus. La société a évolué et le droit doit l'accompagner.

**– L'adoption d'une grande loi sur la bioéthique pour permettre à la médecine de poursuivre ses recherches au service de la santé de tous.**

Notre pays accumule les retards au préjudice des malades mais également de la recherche médicale. Le rôle du Parlement

## Fonder les nouvelles libertés républicaines

n'est pas d'entraver les progrès de la science par une législation volontairement inadaptée et inappropriée. L'enjeu est de permettre au progrès scientifique d'apporter une vie meilleure pour tous et d'ouvrir la voie au traitement d'affections graves, incurables aujourd'hui, comme les maladies neurodégénératives – Alzheimer, Parkinson, sclérose en plaques –, les cancers et nombre d'autres affections, dont les maladies rares. Face à ce défi, la recherche encadrée sur les cellules embryonnaires doit constituer une priorité.

### ● ORGANISER LES NOUVELLES LIBERTÉS DE L'INTERNET

Espace de libertés nouvelles, Internet ne doit pourtant pas devenir un espace de non-droit.

Pour rattraper le retard national et relever le défi du passage à l'économie numérique, une nouvelle étape est nécessaire pour ouvrir le marché de l'Internet, défendre le consommateur et généraliser l'accès au haut débit de tout le territoire national.

Les radicaux de gauche proposent notamment de :

- créer une licence globale pour le téléchargement sur Internet en échange d'une redevance à définir entre 5 et 10 euros mensuels sur les abonnements Internet ;

## L'Audace à gauche

– défendre par la loi les droits du consommateur face aux grands opérateurs et réglementer la protection des individus sur les réseaux sociaux ;

– définir une stratégie numérique nationale avec pour objectif la couverture en très haut débit de tout le territoire y compris les zones rurales.

L'accès au très haut débit est en train de devenir un facteur d'exclusion massif et un handicap au développement économique de certaines zones. Remédier à cette situation nécessite un investissement significatif que l'État ne peut laisser aux seuls conseils généraux et régionaux. L'État doit donc reprendre la main sur le sujet, définir une stratégie de couverture du territoire et se montrer plus directif dans les décisions d'investissement dans les réseaux de France Telecom, dont il est le principal actionnaire.

### ● LA JUSTICE POUR LES IMMIGRÉS

La mise en œuvre des lois sur la maîtrise de l'immigration se traduit par des expulsions expéditives d'une violence extrême. Les médias ont pu alerter l'opinion sur des situations graves : peur extrême provoquée par les contrôles, situation des familles dont les parents sont séparés. Pour autant, les contrôles

## Fonder les nouvelles libertés républicaines

et les interpellations se poursuivent quotidiennement. Cette manière de traiter ceux qui ont choisi la France pour poser leurs valises, travailler et réussir ne ressemble pas à la France. La rupture avec notre tradition d'accueil et de protection de la personne humaine entame le respect qu'inspirait notre pays à l'étranger. Nombre d'étrangers s'enferment par crainte des contrôles, certains n'accèdent plus aux soins et vivent dans la peur et la psychose.

Cette réalité est indigne du pays de l'esprit des Lumières et des Droits de l'homme. Pour les étrangers, pour tous ceux qui sont appelés à mettre en œuvre cette politique au quotidien, il est temps de souffler et de retrouver le respect de la personne humaine. C'est pour tous un enjeu grave de conscience.

En rupture avec cette politique, nous proposons donc :

- une suspension de la politique de reconduite systématique hors du territoire ;
- la suppression du ministère – au caractère répressif – chargé de cette politique d'immigration ;
- l'interdiction de tout objectif chiffré « de performance publique » en matière de lutte contre l'immigration clandestine ;
- l'allongement à huit jours du délai de contestation des arrêtés de reconduite à la frontière, afin de permettre aux

étrangers de réunir les preuves de leurs liens familiaux avec la France et de la réalité de leur intégration ;

– le développement d'alternatives aux centres de rétention administratifs ;

– la suppression du délit d'aide au séjour illégal en France vis-à-vis des associations de défense des sans-papier.

● LE DROIT À LA SÉCURITÉ ET À LA JUSTICE POUR TOUS

Sécurité et justice sont les deux conditions de la même liberté fondamentale et les deux faces d'un même droit, celui pour chaque citoyen d'être respecté dans sa personne et dans ses biens. Les radicaux ne les séparent pas et considèrent qu'un changement profond de politique est aujourd'hui nécessaire au regard du constat d'échec de ces dernières années. Face aux excès d'une société de plus en plus violente, la réponse ne peut reposer dans le tout répressif ni dans le tout préventif, mais dans une approche ferme mais équilibrée, réaliste et respectueuse des libertés publiques.

Les radicaux souhaitent réorienter la politique judiciaire et de sécurité autour des axes suivants :

– une réponse pénale plus systématique, basée sur des sanctions proportionnées, graduées, adaptées et immédiates, dès le premier acte délictueux ;



## Fonder les nouvelles libertés républicaines

- le développement des peines alternatives à la prison pour désengorger les centres de rétention, ainsi que la création de centres d'éducation renforcés pour les mineurs ;

- la légalisation du cannabis pour assécher les sources de financement des trafics de drogues, ainsi que le renforcement des moyens des brigades de lutte contre les trafics de stupéfiants, qui sont à l'origine de nouvelles formes de criminalité organisée toujours plus violentes ;

- une réorganisation des services de police, qui conduira notamment à rétablir la police de proximité, supprimée en 2002, et à redéployer des moyens humains en direction des grandes banlieues et des zones rurales, qui restent aujourd'hui moins bien couvertes en forces de police que les quartiers aisés des grandes agglomérations ;

- le rétablissement du juge d'instruction et une réforme de la procédure pénale permettant de mieux garantir les droits de la défense. La défense doit en effet être présente à tous les stades de la procédure depuis la plainte, l'information, la garde à vue et l'instruction. Or, elle est systématiquement éliminée au nom du secret, de l'efficacité et au détriment des droits de la défense. La contrepartie aurait dû être le secret de l'instruction, qui n'existe pas et dont les infractions ne sont jamais sanctionnées.



## **POSTFACE**

La République a fait la France, et les radicaux sont fiers de lui avoir donné ses plus grandes lois : suffrage universel, laïcité, école républicaine, liberté d'association, liberté syndicale.

Cet héritage républicain est encore aujourd'hui ce qu'il y a de plus solide et de plus nécessaire dans notre société. Pourtant, depuis plusieurs années, il a pourtant été mis en cause dans son fondement et ses valeurs.

Beaucoup partagent ce constat mais peu en tirent réellement les conséquences, et ceux qui le font n'offrent parfois qu'une résistance bien faible face à des offensives politiques ou idéologiques qui nient jusqu'à la racine tout ce que la République porte en elle de tolérance, d'humanisme et de liberté.

La conviction des radicaux est que, pour gagner en 2012, la gauche devra sortir de ses ambiguïtés, revenir aux sources de son engagement et assumer les grandes réalités de notre monde

## L'Audace à gauche

que sont la mondialisation, l'ouverture de nos économies et de nos sociétés.

Face à l'ampleur de la crise mondiale et au délitement de notre tissu social, la gauche doit avancer des propositions innovantes et crédibles qui donnent aux Français le sentiment que l'heure du changement a enfin sonné et que ceux qui se présentent à leurs suffrages seront prêts, demain, à mettre en œuvre jusqu'au bout les principes qu'ils défendent.

C'est l'engagement fondamental des radicaux, qui ont toujours voulu une gauche républicaine, moderne, éprise de justice, intransigeante sur ses valeurs mais ouverte sur l'économie et les entreprises.

Notre parti, héritier des fondateurs de la République, n'a jamais hésité à se placer à l'avant-garde de la gauche, dans ce qu'elle a du moins de plus noble et de plus profond, l'amour de la justice et de la liberté.

Dans le cadre de cette primaire citoyenne, le PRG a extrait de son programme trente propositions qu'il souhaite voir présentées par le futur candidat aux présidentielles.

S'inscrivant résolument à gauche, elles sont la raison d'être de notre engagement et de la candidature du PRG aux primaires citoyennes.

**Pour plus de renseignements :**

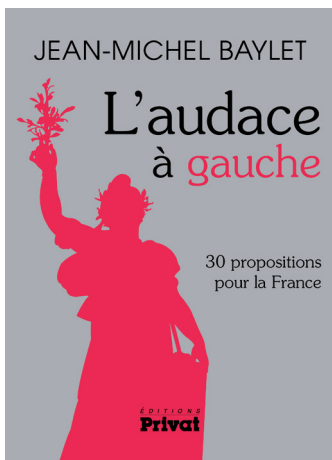
Éditions Privat  
05 61 33 77 00

[info@editions-privat.com](mailto:info@editions-privat.com)  
[www.editions-privat.com](http://www.editions-privat.com)

Corrections : Anne Desmier.

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer en septembre 2011  
sur les presses de l'imprimerie Sagim, à Courtry (77).

Imprimé en France.



L'Audace à gauche  
JEAN-MICHEL BAYLET

Cette édition électronique du livre  
L'Audace à gauche de Jean-Michel Baylet  
a été réalisée le 5 septembre 2011  
par les Éditions Privat.  
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage,  
(ISBN : 978-2-7089-4443-5).  
ISBN PDF : 978-2-7089-0109-4.